



Alaa Tartir : Palestine-Israël : La décolonisation maintenant, ensuite la paix

Description

Par Alaa Tartir, 3 janvier 2016



Centre de Conflit, de Développement et de Construction de la Paix (CCDP), Institut Supérieur d'Études Internationales et de Développement, Genève, Suisse

RESUME

Cette contribution axée sur le peuple interroge les hypothèses fondamentales concernant la persistance du conflit palestinien-israélien et discute des alternatives des stratégies alternatives. Elle démontre que, si on ne s'intéresse pas aux sensibilités et aux croyances de la population, la paix restera hors de portée. Elle démontre aussi que dépasser les cycles de chocs et d'impasses exige un engagement sérieux dans un processus de décolonisation de la Palestine, de nouvelles concessions et de nouvelles hypothèses pour comprendre pourquoi le conflit perdure. Ce n'est qu'en s'intéressant aux déséquilibres de pouvoir et en mettant fin à court terme à l'occupation que l'on pourra débattre des solutions à venir sur le long terme.

Le processus de paix faussé entre Palestiniens et Israéliens supposait que le conflit palestinien-israélien pouvait être résolu et prendrait fin très rapidement. Cette contribution démontre qu'il faut renverser cette

hypothèse simpliste en essayant de se tourner vers des solutions alternatives réalistes et applicables. Qu'en serait-il si l'hypothèse fondamentale du processus de paix était que ce conflit est persistant, sans fin et peut-être insoluble ? Comment cette nouvelle hypothèse affecterait-elle le jeu disponible d'options et d'interventions politiques ? Et quel effet aurait un point de départ différent sur les stratégies palestiniennes et israéliennes ?

Ces questions ne se posent pas seulement comme un jeu intellectuel, mais elles s'inspirent de la dynamique complexe du conflit, des droits acquis et des réalités profondes du terrain et des relations de pouvoir asymétriques. De manière évidente, une paix juste et durable est vraiment très lointaine. C'est un mythe de prétendre que la paix est proche et qu'une paix négociée se trouve au coin de la rue, et que la solution à deux Etats est la seule solution viable pour l'établissement d'une paix durable et la réalisation des droits. La réalisation des droits et la solution traditionnelle à deux Etats se sont avérées être des sphères incompatibles. Au contraire, toute analyse devrait partir de la réalité d'un seul Etat (Israël) et ne pas confondre avec la solution de l'état unique sa nature et sa politique, ses structures et son régime d'apartheid, et son projet colonial de peuplement en Cisjordanie et dans la Bande de Gaza.

Cependant, ce point de départ vers des stratégies et des visions alternatives comporte toute une série de préalables ou de piliers qui permettraient aux Palestiniens et aux Israéliens de s'engager dans un processus de changement positif. Pour les Palestiniens, l'absence de commandement politique unifié, représentatif et responsable, l'absence d'une culture du combat et la fragmentation de tous les fronts sont quelques uns des facteurs qui déterminent la faiblesse palestinienne. Pour les Israéliens, parmi les facteurs qui confortent la persistance de l'impasse, on trouve la répuhance et l'incapacité à reconnaître et à percevoir le coût de l'occupation militaire, le sentiment absolu de supériorité et l'incapacité à prendre en compte la phobie démographique et les phobies associées dans le récit collectif.

Pour faire face au déficit de légitimité de leur commandement, les Palestiniens ont désespérément besoin d'un nouveau commandement intellectuel pour raviver et remettre en forme la réflexion politique palestinienne et travailler à une cohésion intellectuelle afin d'offrir des stratégies et des visions alternatives qui puissent guider des actions politiques. Une renaissance de la pensée politique palestinienne est une condition préalable à la résurgence d'un système politique palestinien. Sans des visions claires et des projets ouvrant la porte à des scénarios différents, les Palestiniens resteront fragmentés et incapables de modifier le statu quo. Ce commandement intellectuel a besoin de s'inspirer de la voix et des aspirations du peuple, en sortant des entiers battus pour envisager des solutions créatives et réalistes pas dans un sens conservateur. Le système politique palestinien actuel laisse le peuple palestinien en marge, surtout les réfugiés, et le pousse à la périphérie du système politique au lieu de le placer en son cœur et, au cours des années, il s'est retranché dans un style de gouvernance personnalisée et néo-patrimonial. Le commandement ne devrait pas avoir le droit de se servir des sacrifices et des souffrances du peuple palestinien pour atteindre des buts de petite politique, et parfois de politique personnelle, qui profitent à quelques uns (Israélite) et pas au grand nombre (la nation/la société). Ceci n'est possible que lorsqu'une culture de la responsabilité devient la règle et non l'exception, et quand le peuple palestinien décide de s'asseoir sur le siège du conducteur des processus de gouvernance en étant confiant et en affrontant les multiples niveaux des formes intérieures et extérieures de répression et d'injustice.

L'appropriation de son système politique par le peuple palestinien non seulement assurera une responsabilité publique, mais elle jettera un pont sur le manque de légitimité et de confiance. La première question à laquelle tout nouveau commandement intellectuel et politique doit répondre, c'est : où est le peuple palestinien dans son système politique ? Il ne s'agit pas d'une vision utopique, mais plutôt d'une vision très fondamentale si la règle démocratique est l'objectif. Ce dont on a besoin, c'est d'un commandement palestinien nouvellement consacré qui rejette les piliers fondamentaux des Accords de Paix d'Oslo et les règles du jeu existantes (matrice du contrat). Rejeter les Accords d'Oslo, ce n'est pas fondamentalement rejeter la paix, mais rejeter l'esclavage et l'oppression qui persistent depuis des décennies. Et donc, sans confrontation avec Israël par tous les moyens dont peut disposer le peuple occupé selon la législation internationale, les Palestiniens ne sortiront jamais du statu quo, ce qui est le scénario préféré d'Israël.

Affronter l'occupant, le colonisateur ou l'opresseur est la principale leçon tirée de l'histoire des mouvements de libération à travers le monde.

Actuellement, et après un quart de siècle de négociations et de processus de paix, cette stratégie de confrontation sur les théâtres local et international et aux niveaux mini et maxi, par exemple en utilisant le boycott, désinvestissement et sanctions (BDS), le Tribunal Pénal International (TPI) ou d'autres formes de résistance pour obtenir ses droits, est la seule façon de réagir aux déséquilibres de pouvoir entre Palestiniens et Israéliens. A moins de réagir à l'asymétrie du pouvoir et de mettre fin à l'occupation militaire de la Cisjordanie et de la Bande de Gaza, il n'y aura jamais de paix juste et durable. Il est crucial de mettre en lumière que mettre fin à l'occupation est un préalable à toute solution, que ce soit l'état unique ou la solution à deux Etats.

Quant aux Israéliens, leur dérive continue vers l'élection de leaders d'extrême droite, dont certains ne considèrent même pas les Palestiniens comme des êtres humains, leurs semblables, ou qui les rejettent en tant que nation, ouvre pas le champ à l'optimisme. Durant l'été 2015, j'ai pu passer un temps considérable à explorer des parties de la Palestine historique, l'Israël d'aujourd'hui, et à parler avec plein d'Israéliens au passé et aux niveaux de religiosité différents, sans révéler mon identité palestinienne. Cet exercice m'a montré à quel point les attitudes et les croyances des Israéliens ordinaires sont loin de l'occupation israélienne qui, dans la plupart des cas, ne s'étend qu'à 15 à 60 km de l'Israël. En d'autres termes, il m'a montré l'étendue et l'enracinement de la chimère narrative israélienne lorsqu'elle évite de reconnaître l'occupation. Les Israéliens qui j'ai parlé, ou bien refusaient de considérer la situation actuelle comme une occupation, ou bien se refusaient à comprendre de quoi je leur parlais. Comment peut-on si aisément ne pas voir le plus gros éléphant dans la pièce ? Cela reste une question ouverte. Pourtant, cette question peut aussi fournir une partie de la solution. A moins que les Israéliens ordinaires reconnaissent l'occupation et prennent conscience du fait que c'est la source principale de leur insécurité, il y a peu d'espoir pour la paix. Le rôle de la communauté internationale, particulièrement l'Union Européenne, est ici essentiel pour débloquer le processus de reconnaissance, par les tactiques de boycott, désinvestissement et sanctions, mais aussi en refusant de subventionner l'occupation israélienne via l'aide internationale assidue en Cisjordanie et dans la Bande de Gaza. Des mesures ayant un impact quotidien, économique, politique, moral et personnel sur les Israéliens ordinaires sont des préalables nécessaires pour changer la dynamique future des relations palestino-israéliennes.

Une autre observation essentielle que j'ai faite dans mon petit échantillon aléatoire et non représentatif, c'est l'esprit de supériorité. Des voix libérales, de gauche, fondamentalistes, laïques, religieuses et progressistes, appartenant à différentes générations et vivant dans diverses villes partageaient ce caractère de supériorité, ce qui est problématique au niveau personnel et humain, avant de s'étendre à la politique. Des déclarations telles que "nous sommes la nation choisie par Dieu", "nous nous moquons des lois internationales", "nous aidons ces pauvres Palestiniens à mettre fin à l'occupation", "nous offrons du travail aux Palestiniens et ils travaillent pour nous", "Gaza est hors de propos", "J'ai des amis palestiniens mais je ne leur ferais jamais confiance" sont caractéristiques dans les conversations. Par conséquent, à moins que les Israéliens ordinaires ne se perçoivent comme des gens ordinaires et non pas supérieurs à ceux des autres nations, il est impossible d'imaginer comment un Etat unique ou une solution à deux Etats pourraient marcher.

En plus, juste au moment où le peuple et le commandement palestiniens ont besoin de s'engager sérieusement dans un processus de réforme de leurs stratégies, les Israéliens aussi. Les Israéliens ont besoin de rapprocher en interne toute une série de questions principalement liées aux structures d'apartheid, à la suprématie des Juifs, à la nature juive de l'état, à la phobie démographique et au retour d'exil des réfugiés palestiniens. Le statut de Jérusalem, cependant, demeure une question clé dont il faut se saisir d'urgence étant donné sa centralité dans les dynamiques actuelles et futures des relations palestino-israéliennes. Les Israéliens ne doivent pas sous-estimer ce que Jérusalem représente pour le peuple palestinien. Rien ne peut mieux illustrer ceci que les manifestations et actes de résistance qui ont surgi en octobre 2015 en Palestine occupée. Se saisir de ces questions et en débattre est une tâche intimidante. Pourtant, on

ne peut mettre ces questions de côté si les différents acteurs souhaitent trouver des solutions réalistes.

Toutes ces observations, repères et thèmes sélectionnés peuvent aider à établir les futures relations palestino-israéliennes puisqu'elles représentent quantité d'obstacles basiques mais fondamentaux à toute paix durable dans l'avenir. Cette réflexion et cette compréhension axées sur le peuple sont l'élément manquant dans la très grande majorité des analyses, et il est ici mis en avant que, sans légitimité populaire, sans que le peuple soit remis au cœur des systèmes politiques et pas seulement via des élections, et sans la satisfaction des aspirations du peuple, la paix restera hors de portée et le conflit restera sans solution. Si on veut parvenir à la justice et à l'égalité, on ne peut plus négliger ce que ressentent les gens, leurs peurs et leurs souffrances, l'ensemble de leurs valeurs et de leurs croyances, et leur récit plein de force. Toutefois, les outils, les hypothèses et les perspectives conventionnels sont fondamentalement faussés. Se diriger vers des perspectives et des outils alternatifs nécessite d'abord et avant tout de reconnaître fermement que le cadre existant doit être abandonné.

Près d'un quart de siècle d'efforts vains se situent les problèmes et montre les limites et les déficiences structurelles d'une approche qui occulte les causes profondes du conflit et défend la normalité de la domination et de la colonisation. Dépasser le cycle des échecs et des impasses exige un engagement sérieux dans le processus de décolonisation d'Israël et de la Palestine et une nouvelle articulation et de nouvelles hypothèses pour comprendre pourquoi ce conflit perdure. Ni les vieux outils, ni les perspectives actuelles ne peuvent servir de catalyseur pour un futur changement positif. Ce n'est qu'en s'attaquant aux déséquilibres de pouvoir et en mettant fin à court terme à l'occupation israélienne que l'on pourra débattre de futures solutions durables sur le long terme.

Déclaration de divulgation

Aucun possible conflit d'intérêts dans ce rapport par l'auteur.

Contact Alaa Tartir : alaa.tartir@graduateinstitute.ch

Maison de la Paix Chemin Eugène-Rigot 2 Petal2, 8^{ème} étage Boîte postale 136 CH-1211 Genève 21

Traduction : J. Ch. pour l'Agence Média Palestine

Source : Tandfonline.com, 2015

Note: The original article was written in [English and published](#) in December 2015 at the academic journal of Mediterranean Politics & Forum on the Future of Palestinian-Israeli Relations. [Click here](#) to read the Forum's Introduction.

date créée

2016/03/23